



Conférence-débat thématique à Saint-Germain-en-Laye (FR)

ATOUT EUROPE, ATOUT PAIX

Mercredi 25 janvier 2017

Organisateur : Maison de l'Europe des Yvelines (MdeY)

Modérateur : Patrick Bonnin, vice-président de la MdeY

INTERVENANTS :

- Emmanuel LAMY, maire de Saint-Germain-en-Laye
- René PRIOUX, conseiller municipal relations internationales
- Pierre LEQUILLER, président de la Maison de l'Europe des Yvelines
- Regina LECOINTE, Secrétaire générale de la Maison de l'Europe des Yvelines
- Alain LAMASSOURE, Député européen d'Ile-de-France et parrain du projet CitiPart
- Philippe LE GUEN, Directeur de l'association Jean Monnet
- Frank MORAWIETZ, Coordinateur de l'OFAJ en Europe du Sud-Est
- ČOLIĆ Velibor, écrivain bosnien

En introduction, **Monsieur Prioux, conseiller municipal**, ouvre la conférence-débat exprimant sa satisfaction de voir autant de jeunes présents pour cette conférence. Il excuse Monsieur Lamy, le maire de la ville, qui ne peut y assister du fait d'autres engagements.

Il est très heureux d'accueillir Alain Lamassoure député européen, Pierre Lequiller président de la MdeY et Regina Lecointe secrétaire générale de la MdeY. Il rappelle que sa ville est marquée par de nombreux traités signés.

Il remercie les intervenants présents Philippe Le Guen directeur de l'association Jean Monnet, Frank Morawietz coordinateur de l'OFAJ en Europe du Sud-Est et l'écrivain Velibor Čolić.

Le sujet débattu est très important pour tous mais surtout pour les jeunes. La Paix est traitée dans le cadre du projet CitiPart dont le parrain est Alain Lamassoure. Pour nous, la paix est une chose essentielle. Né après la guerre, René Prioux sait que le marché commun a été mis en place comme l'assurance d'une paix nouvelle entre les pays qui se sont fait la guerre ; dès 1951 la CECA, puis en





1957 la CEE et Euratom sont nés. Parmi les événements marquants autour de la Paix on peut citer, entre autres, la réconciliation franco-allemande. C'est une chance inouïe que depuis 70 ans nous vivons en paix. Certains se demandent si la paix est due à l'Europe. Concrètement, cette paix existe et contrairement à la guerre froide, c'est une paix stable. Les jeunes générations peuvent en profiter. Les conflits existent cependant dans d'autres pays par exemple dans les Balkans. Si l'on se remémore l'acte de réconciliation entre de Gaulle et Adenauer en 1962 puis la création de l'OFAJ en 1963 suite au traité de l'Elysée, on peut dire que la paix s'obtient si l'on cherche à comprendre l'Autre et si l'on montre l'envie de coopérer. Le vivre ensemble est donc l'objectif, mais le vivre en paix est une priorité qu'il faut à tout prix atteindre.

Pierre Lequiller

En tant que président de la MdeY, il remercie Alain Lamassoure d'être présent pour cet événement lié au projet CitiPart. Il félicite Regina Lecointe qui gère avec efficacité la MdeY. Il est également honoré d'accueillir tous les intervenants.

Le thème abordé amène une remarque de sa part : l'histoire s'est fortement accélérée dans les derniers mois avec le BREXIT et avec l'élection de Donald Trump, qui ont mis à mal l'Europe et l'OTAN, et enfin avec la montée de populismes un peu partout en Europe (en France, en Espagne, en Autriche) et une sorte de repli sur soi qui est très préoccupant.

La notion de paix repose sur la base du libre-échange entre les pays. Si les pays se replient sur eux, c'est une forte menace pour les pays, comme ce fut le cas à la veille des deux guerres mondiales : agressivité vis-à-vis de l'étranger, tendance de repli sur soi et montée des partis extrémistes. L'Europe est une fantastique opportunité qui a permis le rapprochement franco-allemand. Cette réconciliation interpelle nombre de pays ailleurs que sur le continent comme au Japon où la principale question est : comment les Français et les Allemands ont-ils fait pour se réconcilier ?

Il reconnaît en la personne d'Alain Lamassoure un très grand Européen, qui va apporter des éclaircissements sur la période actuelle à l'auditoire présent, dont un bon nombre de jeunes, qu'il félicite.

Regina Lecointe : discours de bienvenue

Bonsoir à tous et bienvenue à cette dernière conférence-débat de notre projet européen CitiPart - Partenariat de villes pour la défense des valeurs fondamentales européennes.

Je suis ravie de compter parmi nous ce soir non seulement Monsieur Alain Lamassoure, député européen pour l'Île-de-France qui est le parrain de notre projet, et qui nous a suivis avec beaucoup d'attention, mais également les nombreux jeunes et leurs professeurs qui se sont déplacés pour vous écouter et échanger avec vous, Messieurs.





Permettez-moi de vous dire quelques mots sur le projet qui se terminera au niveau européen fin février avec une dernière rencontre multilatérale à la Maison Robert Schuman à Scy-Chazelles, près de Metz.

Si je devais faire un bilan de ses deux années qu'a duré le projet, je vous dirai que nous sommes très fiers de ce que nous avons pu réaliser sur le terrain, grâce aux partenariats avec les différentes associations comme le MAS, les jumelages, les lycées, Sup de Vente, la CLEF et la Soucoupe pour ne citer qu'eux et l'engagement de nos élus qui se sont beaucoup impliqués dans ce projet. Au nom de la Maison de l'Europe je les remercie tous chaleureusement pour cet engagement et j'espère que nous n'allons pas nous arrêter là.

Nous avons également tissé des liens forts avec nos partenaires européens en Allemagne, Autriche, Pologne et en Croatie. Nous allons continuer sur d'autres projets communs.

Ce soir nous allons clôturer notre projet sur le thème de la Paix. Le 25 mars 1957 les six pays fondateurs signaient à Rome des traités du même nom et faisaient ainsi rêver la génération de mes parents et ensuite la mienne d'une paix durable et d'une Europe unie et prospère. Aujourd'hui, à la veille des célébrations du 60ème anniversaire des traités de Rome, nous voilà déçus par les nombreuses tempêtes que le navire Europe a dû et va encore traverser. En plus sa belle devise « unie dans la diversité » semble s'être muée en « désunis à cause de nos différences ».

Notre demande ce soir à vous, Monsieur le député et à vos paires : convainquez-nous, les aînés, à toujours croire en ce beau projet qu'est l'Union européenne et surtout aidez-nous, les Maisons de l'Europe, à séduire la jeune génération non seulement par les mots mais aussi par les actes, pour qu'ils deviennent porteurs du même enthousiasme pour l'Union européenne que leurs grands-parents et arrière-grands-parents.

Alain Lamassoure

Il remercie la MdEY pour ses initiatives et particulièrement pour ce projet et tous les événements auxquels il a pu participer.

Petit rappel historique :

Nous n'imaginons pas ce que les guerres étaient et Velibor Čolić pourra en témoigner sur la Bosnie. Aujourd'hui lorsque les soldats français interviennent à l'étranger (par exemple au Sahel ou en Afghanistan) on considère que c'est une tragédie nationale dès qu'un soldat meurt. La 1^{ère} guerre c'était 10 000 morts par jour pendant 4 ans avec principalement des soldats au front. Entre 1939 et 1945, les civils morts ont été plus nombreux que les militaires à cause des massacres de masse (la Shoah, Hiroshima et Nagasaki), mais également en raison des bombardements anglo-américains sur Dresde, particulièrement, qui ont fait autant de morts que la bombe d'Hiroshima.

Né en 1944, Alain Lamassoure a fait partie de la 1^{ère} génération qui n'a connu que la paix. Cela est un miracle si l'on considère que pour la plupart des pays dans le monde, il y avait une guerre tous les 20 ou 40 ans, dans les meilleurs de cas.





Par ailleurs, jusqu'à récemment on apprenait aux jeunes à tuer leurs voisins via le service militaire. Les filles, elles, ne se battaient pas mais subissaient des violences. Heureusement aujourd'hui en France, les jeunes n'apprennent plus à tuer grâce à la Paix instaurée par Jean Monnet, cette paix si essentielle au niveau du monde avant même la seule construction de l'UE.

La paix a eu d'autres causes mais ce que l'on doit à la construction européenne c'est le miracle de la réconciliation entre nos peuples.

En guise d'illustration, il cite sa grand-mère qui a vu son père combattre les « Bosch », puis son mari et son frère faire face à d'autres Allemands. Si on lui avait dit un jour que les Allemands seraient les amis des Français, elle ne l'aurait pas cru. Aujourd'hui les avis sur l'eurobaromètre montrent que les Français disent des Allemands qu'ils sont leurs amis et vice et versa. Cela est bien dû à la construction européenne.

Il faut parler de Jean Monnet, l'un des grands hommes de son temps car il a inventé un nouveau mode de relation et un nouvel ordre politique entre des pays différents. D'un côté visionnaire, de l'autre pragmatique, il pressent en 1942, alors qu'Hitler remporte de grands succès, qu'on va gagner cette guerre. Il sait qu'après il faudra reconstruire différemment en s'assurant que la guerre devienne impossible entre nos peuples. L'idée de génie qu'il a eue, c'est de proposer de lancer un processus dans le cadre du plan Schuman en 1951 (porte-parole du projet de Jean Monnet) plutôt que de faire une constitution des États-Unis d'Europe. L'idée était qu'au lendemain de la guerre alors que la haine augmentait fortement vis-à-vis des assaillants à cause des actes de destruction massive, un objectif commun est proposé dans les pays fondateurs de l'UE : reconstruire ensemble leurs énergies pour faire en sorte que les entreprises ainsi créées puissent bénéficier d'économies d'échelle. Les contours de l'UE se dessinent avec la mise en commun des sources d'énergies (charbon, fer, acier) et le marché commun instaurant la libre circulation à l'intérieur de cette Communauté européenne.

Pour faire fonctionner cela, on a mis en place des institutions répondant aux caractéristiques de l'époque, c'est-à-dire un organe neutre dont les membres seraient choisis pour leurs compétences techniques, serment d'indépendance vis-à-vis de leur pays et de leur clan politique. Les décisions devaient être prises par les représentants des 6 gouvernements donc par des ministres des affaires étrangères. Les travaux seraient menés à huis clos et toutes les décisions se prendraient à l'unanimité. C'était le plan Monnet : lancement d'une aventure, d'un mouvement espérant que les 1ers résultats conduisent à approfondir d'autres domaines (arrivée d'autres politiques communes, puis accords internationaux avec des lois communes). Aujourd'hui, les lois ne sont plus prises par les ministres des affaires étrangères mais par les représentants du peuple dont les membres sont élus tous les 4 ans. En conséquence, pour qu'une loi européenne soit validée, il faut une majorité de votes en sa faveur parmi les députés européens et les politiciens de chaque pays-membre. Les 6 pays d'origine sont maintenant 28 moins 1, si l'on tient compte du Brexit. L'UE a atteint les frontières du continent européen à quelques exceptions près. Il y a donc deux réussites historiques :
1. La réconciliation (qui est enviée par bon nombre de pays d'autres continents comme des représentants de l'autorité palestinienne et d'Israël, mais également le 1er ministre d'Inde, l'ont signifiée récemment en visite au Parlement européen).

Ce qu'il faut comprendre c'est que les problèmes les plus difficiles que nous connaissons aujourd'hui ne sont pas tant nos échecs, mais ceux qui viennent de nos réussites et, notamment de la réconciliation





entre nos peuples, suivie de la disparition des frontières entre nous. Nos enfants ne se font plus la guerre mais ils voyagent. Les seniors vont passer leurs retraites dans l'Europe du Sud. Puis M. Lamassoure ajoute qu'avec le programme Erasmus, on constate la naissance dans un pays tiers de nombreux bébés Erasmus (1 million par an) dont les parents sont de deux pays différents autre que le pays tiers, ayant des règles différentes, d'où la difficulté de savoir de quelle nationalité est l'enfant et qui peut le déclarer en mairie. Par ailleurs, du fait de la crise économique, de nombreux Espagnols quittent leur pays pour chercher du travail ailleurs. Du fait de cette migration, des personnes demandent le rétablissement des frontières entre nos pays. Mais aujourd'hui il est impossible de les fermer du fait du nombre de passages. Les contrôles sont importants à certains endroits stratégiques pour gérer les migrants. Face à ce défi, il faut agir au niveau européen pour peser du poids de toute l'Europe. Seule une action européenne coordonnée doit être menée en matière de politique migratoire et de lutte contre le terrorisme international. Selon Alain Lamassoure, nos dirigeants nationaux doivent le comprendre. Pour lui, le moment est venu de créer une police européenne judiciaire, centralisant toutes les informations, car si nous l'avions mise en place, nous aurions pu éviter les attentats. L'économie digitale fait que nous n'allons pas enfermer nos start-up dans des règlements purement nationaux qui s'opposent les uns aux autres, car ces entreprises ont besoin d'agir au niveau des continents pour se développer. Donc il est essentiel de créer des cadres européens puis chaque pays doit les adapter à son niveau.

Enfin, la France est riche de 36000 communes (représentant 40 % de toutes les communes des 28 pays) et nous avons trouvé le moyen de conserver ces communes tout en adaptant notre organisation territoriale aux besoins de notre agglomération (ici Saint-Germain-en-Laye appartient à une agglomération d'une 20aine de communes dont l'identité est conservée malgré la mutualisation territoriale). Donc, il est souhaitable que nous inventions un mode de relation nouveau entre les Etats. Notre défi est donc de définir l'unité de règles communes pour faciliter la vie de nos enfants et le respect de la diversité (maintien des souverainetés nationales). Au niveau européen, il s'agit d'orientations que personne d'autre n'a fait et qui à terme pourraient servir de modèle.

Patrick Bonnin, Vice-Président de la Maison de l'Europe des Yvelines, passe la parole à Philippe Le Guen.

Philippe Le Guen

Ravi qu'Alain Lamassoure ait dressé le tableau historique de l'évolution du projet européen, le président de l'association Jean Monnet ajoute que malgré les nombreux conflits qui ont opposés les Européens, ils ont pourtant voulu se réconcilier. Selon ses mots : *mieux vaut discuter autour d'une table que sur un champ de bataille*. Des institutions supranationales et indépendantes ont été mises en place pour le fonctionnement de l'ensemble. Il souhaite souligner l'acharnement des médias sur la construction européenne qui soulignent souvent ses échecs. Jean Monnet après avoir encouragé la naissance de la CECA, n'a pas dit que cela serait facile. Mais il faut qu'on avance et parfois les échecs le permettent. Ainsi, le commerce a été boosté par la suppression des frontières dans les 6 premiers Etats membres. Aujourd'hui à 28 moins 1 (le Royaume-Uni), un retour en arrière n'est pas





facile (rétablissement des frontières). Il faut conserver nos particularités mais il faut aussi les partager parce que nous sommes attaqués aux frontières soit par des personnes qui cherchent l'asile soit par des gens belliqueux. Notre modèle de paix est attaqué. Il pense que si le terrorisme s'était manifesté en 1950, Jean Monnet et ses amis auraient réfléchi ensemble à des solutions car le danger était trop grand. Le visionnaire avait déjà prévu que pour faire la paix, il fallait aussi avoir la capacité de se défendre. En 1954, on a tenté la création d'une Communauté européenne de la Défense à 6 mais la ratification du traité n'a pas été actée par la France. Cette question est à nouveau sur la table. Allons-nous aborder ce sujet important au niveau européen ? Il y a maintenant un Corps européen de garde-frontières dont il faudrait plus parler.

L'UE est capable de protéger ses citoyens en interdisant par exemple le passage d'avions de certaines compagnies de la liste noire au-dessus des Etats membres. Néanmoins, les temps ont changé et cela nous oblige aussi à changer et à affronter des sujets moins faciles, comme par exemple celui des services secrets souvent lié à la souveraineté des pays. Par ailleurs, Philippe Le Guen réaffirme la nécessité d'augmenter le budget européen qui n'est pas suffisant pour faire face aux menaces. La Paix n'est pas gratuite, seulement 1% du budget des pays de l'UE est versé pour la protection des citoyens. Investir pour la défense de nos pays est indispensable comme on investit pour faire de nos entreprises des grands groupes (Airbus, Ariane et Galileo).

QUESTIONS de la SALLE :

Lycée Saint-Erembert : « *Je suis assez sensible à tous les sujets de la paix en Europe. Justement pour garantir un avenir à cette Europe, est-ce qu'il ne faudrait pas plus d'intégration de citoyens et plus de démocratie pour que nous, la future génération, nous nous sentions plus impliqués ?* »

Réponse d'Alain Lamassoure : *oui bien entendu, ce qui suppose que les élus nationaux et les médias nationaux commencent à admettre l'existence de l'Europe. Aujourd'hui, l'Union européenne fonctionne d'une manière qui est parfaitement démocratique. Pourtant personne ne sait que les lois européennes sont adoptées par le Parlement européen, élu par les citoyens tout comme les lois françaises le sont par l'Assemblée Nationale et par le Sénat. Mais il existe deux différences importantes : l'Assemblée Nationale est filmée en permanence par la télévision. Les Français peuvent donc voir en direct leurs députés nationaux travaillant. Au contraire, on ne voit jamais les députés européens dans leurs fonctions parlementaires. TF1, 1^{ère} chaîne française, n'a même pas de correspondant permanent à Bruxelles. Il y a aujourd'hui au moins autant de décisions importantes pour l'avenir en France qui sont prises en Bruxelles qu'à Paris. Les journalistes ont décidé que l'Europe ne présente pas d'intérêt. Deuxièmement, malheureusement, le mode d'élection des députés européens garantit le fait que personne ne les connaît. La loi électorale est votée par les 577 députés nationaux à l'Assemblée nationale française. Au niveau européen, la France a droit à 74 députés européens, que l'on pourrait mieux connaître si on divisait la France en 74 circonscriptions avec un député européen représentant 6 ou 7 députés nationaux. En réalité, les députés nationaux n'aiment pas cette idée. Aujourd'hui, la France est divisée en 8 circonscriptions artificielles sauf en Ile-de-France. Chaque parti politique*





propose un classement qui ne peut pas être modifié par les électeurs. Par conséquent, ce système n'est pas démocratique. Nous allons être obligés de le changer grâce à la réforme régionale : les circonscriptions européennes coïncideront avec les régions. De plus, il sera possible pour chaque citoyen de faire sa propre liste. C'est un progrès nécessaire pour que les citoyens réalisent que c'est eux qui élisent leurs députés européens et non pas les chefs de partis.

Le pouvoir politique est toujours incarné par une seule personne, par exemple par le Président de la République. Mais au niveau européen, il n'y a pas qu'une personne, ce qui au niveau européen est troublant car les autres pays hors UE se demandent qui représente l'Europe ? Depuis 2014, grâce au traité de Lisbonne, il y a une commission qui est devenue l'équivalent d'un gouvernement européen. Son président est élu par le Parlement européen sauf qu'aucune télévision n'en a parlé. Vous avez élu Monsieur Europe, il s'appelle Jean-Claude Juncker. Malheureusement, il n'a été pas invité au 20 h de TF1. La prochaine élection aura lieu en 2019 et nous devons changer le mode de scrutin pour que chaque citoyen connaisse son député. En outre, les deux grands partis d'Europe (Parti populaire européen et Parti socialiste européen) doivent organiser des primaires pour que l'on sache pour qui l'on vote. C'est absolument nécessaire de rapprocher les citoyens de l'Europe et cette évolution est indispensable.

Question : *les pays baltes ont récemment renforcé leur coopération militaire avec les États-Unis contre la Russie. Est-ce que vous pensez que cela peut être l'origine d'un nouveau conflit en Europe, l'Union européenne doit-elle s'en soucier, selon vous ?*

Réponse d'Alain Lamassoure : *Il ne faut pas dire que les pays baltes ont renforcé leur lien avec les États-Unis. Mais, suite à l'annexion par la Russie de la Crimée, de la partie russophone de l'Ukraine, les pays baltes s'inquiètent. Dans le cadre de l'alliance atlantique, les armées se mobilisent et surtout celle des États-Unis. L'Armée de l'air française assure actuellement la défense aérienne de ces pays baltes. Ce qu'il faut souligner, c'est que l'alliance atlantique, bâtie en 1949 pour faire face à la menace dans le cadre du pacte de Varsovie, est aujourd'hui démodée. Il rappelle que nos parents ont vécu avec la menace d'une arme russe braquée sur nos villes pendant 40 ans. On a réussi à surmonter cette situation folle sans tirer un coup de feu. Ensuite, nous avons construit la réconciliation entre nos peuples et nous n'imaginons plus faire la guerre mais du coup, nous avons tendance à croire que le reste du monde est aussi vacciné contre la guerre. Or nous sommes les seuls avec les Japonais à cause d'Hiroshima car les Anglais, qui ont participé à la guerre sans être envahis n'ont ni commis ni subi les atrocités du siècle précédent, donc ils peuvent se mettre en guerre plus facilement (voir la guerre d'Irak en 2003). Les Américains, par exemple, ne sont pas vaccinés contre la guerre et ils la font tout le temps. Les Russes sont en train de faire la guerre actuellement en Ukraine. Les Chinois sont extrêmement menaçants.*

Aujourd'hui, l'Union soviétique n'existe plus, de même il n'y a plus de missiles braqués sur l'Europe et les Américains (dont Barack Obama) disent que c'est aux Européens de s'occuper de leur sécurité sur leurs frontières orientales, en méditerranée, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et Afrique sub-saharienne. Ils nous incitent à prendre nos responsabilités. Alain Lamassoure reprend les propos de Donald Trump qui selon lui sont tout à fait irresponsables au sujet du cas récent de l'Estonie. Après les





élections françaises et allemandes, nous devrions voir renaître un projet de défense européenne. Il souligne que c'est surtout à la France de prendre l'initiative de la défense européenne car la France est le seul des 27 pays qui a une force de dissuasion nucléaire, qui est membre permanente de Conseil de sécurité de l'ONU et qui a la panoplie complète terre, air et mer.

Frank Morawietz

Introduit par Patrick Bonnin, Frank Morawietz représente l'OFAJ, qui porte l'une des réussites du 20^{ème} siècle, la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Il peut témoigner et expliquer comment le modèle franco-allemand pourrait aider à la réconciliation dans les pays des Balkans.

Il sera suivi par Velibor Colic, bosnien a tenu les armes dans son pays vient témoigner de son expérience et présentera ses deux livres.

Frank Morawietz a également des souvenirs de la guerre par le biais de son père qui a combattu et qui l'a envoyé, alors qu'il n'avait que 8 ans, dans les Charentes pour découvrir la France et la langue française. Il est aujourd'hui coordinateur de l'OFAJ en Europe du Sud-Est

Regina Lecointe l'a invité afin qu'il nous explique le projet RYCO (*Regional Youth Cooperation Office = Office régional de coopération pour la jeunesse*) de l'OFAJ, office qui œuvre pour la réconciliation des peuples.

Depuis les années 1970, 15% des programmes de l'OFAJ s'appuient sur des partenariats trilatéraux voire multilatéraux c'est-à-dire des projets qui impliquent d'autres pays que l'Allemagne et la France.

Depuis les années 2000, sur la demande du président Chirac et du Chancelier Schröder, l'OFAJ a élargi ces programmes dans les pays des Balkans, afin d'œuvrer pour une réconciliation durant cette période d'après-guerre. L'Office ne voulait pas présenter la relation franco-allemande comme un modèle mais comme un héritage de paix dans cette région. On a donc proposé aux jeunes Français et Allemands de rencontrer des jeunes des pays des Balkans pour échanger leurs idées sur la paix en Europe. Environ 12000 personnes ont participé depuis le début du projet RYCO. Grâce au projet, les jeunes peuvent découvrir cette région très riche en cultures et en identités. L'objet du projet est de renforcer les liens au sein de la société civile. Le projet RYCO donne de l'espoir à la jeunesse des pays des Balkans.

Depuis 2014, les chefs des gouvernements des 6 pays des Balkans pensent à la création d'un Office de la jeunesse dans ces pays, où la guerre est toujours menaçante. La première réaction a été le scepticisme basé sur le doute de pouvoir créer un tel office dans une région en guerre. Le premier message a été pour impliquer à la fois la jeunesse et la société civile afin qu'ils travaillent ensemble. Le deuxième message à passer était de faire mieux que rapprocher l'Albanie et la Serbie, en créant un office avec les six pays des Balkans. En 2015, les six chefs d'état ont signé un traité pour permettre aux jeunes de ces pays de traverser la frontière, de pouvoir se déplacer à l'intérieur même de la Bosnie-Herzégovine. Pour cela, un groupe de travail mixte (jeunesse et représentants de la société civile) a été créé afin de comprendre la façon dont fonctionne par exemple l'Office germano-polonais. Une synthèse des travaux a été envoyée en mars 2016 aux chefs de gouvernements des Balkans, entre autres, au Président Hollande. Ainsi, en 2016 à Paris, le Président





Hollande a reçu les chefs de gouvernements pour cet engagement où M. Morawitz a participé pour la création d'un Office de la jeunesse avec la participation de la société civile. A partir de lundi 23 janvier, un Office de la jeunesse sera officialisée en Albanie. Les jeunes sont heureux de la création de cet office car le nationalisme et le populisme augmentent dans leurs pays. Il est essentiel de discuter ensemble de l'idée européenne. Une grande partie des jeunes a un très grand espoir concernant l'idée européenne. La plupart des jeunes a soif de paix et d'Europe. Pour exemple, de jeunes serbes et de jeunes kosovars qui ne se parlent pas, aimeraient se rencontrer et exprimer leur souhait intense pour faire comme les Français et les Allemands qui se sont rejoints dans la région d'Alsace, il y a plusieurs années. Ils espèrent que l'Office de la jeunesse facilitera leur rapprochement. Cet exemple pourrait donner de l'espoir aux jeunes. Pour clore son discours, il invite les jeunes de l'auditoire à participer à ce beau projet.

Velibor Čolić

Il demande quelle est la différence entre la France et l'Allemagne et l'Ex-Yougoslavie en nous livrant son opinion : après la deuxième guerre mondiale, il y avait des vainqueurs et des vaincus. Des procès comme celui de Nüremberg ont eu lieu. Dans les pays ayant participé à la guerre, il y a eu une période de deuil et ensuite, la paix a été construite. Au contraire, rien de cela n'a été fait en Ex-Yougoslavie.

Réfugié en France et habitant à Strasbourg, Velibor Čolić accompagne régulièrement les veuves de soldats qui depuis 1995 tentent de récupérer les corps de leur conjoint ou de leur frère mort au combat.

L'ambassade de France travaille un peu avec les enfants de Sarajevo. Mais, selon lui, les gens qui ont fait la guerre sont maintenant au pouvoir. Par conséquent, il ne comprend pas comment il est possible de discuter avec ceux qui ont fait la guerre. Frank Morawietz précise que le RYCO vient d'une demande de la région. Par ailleurs, il approuve le fait souligné par Velibor Čolić de faire très attention à la mise en place des gouvernements. La société civile doit vraiment avoir une place dans le Conseil d'administration. Velibor Čolić va même plus loin en suggérant d'ajouter le drapeau bosniaque en tant que pays-membre de l'UE à la place du Royaume-Uni qui veut sortir de l'UE.

Marie-Jo Ernewein, responsable de la Bibliothèque pour Tous de Saint-Germain-en-Laye souligne que Velibor Čolić vient d'un pays magnifique mais qui n'existe plus (l'ex-Yougoslavie).

L'écrivain ajoute que l'on ne choisit pas notre lieu de naissance mais que cela nous forge à tout jamais. Il sait qu'il est privilégié car il a le statut de réfugié politique. De son point de vue, les Balkans sont une création purement européenne et les gens qui vivent en dehors de cette zone ne font pas toujours la différence entre la Serbie, la Bosnie... pour beaucoup les Balkans sont synonymes de terres maudites. Ce pays est un pays multiconfessionnel qui a connu des atrocités. Heureusement, l'humour aide à dépasser ces tragédies. On retrouve cet humour dans ses livres. Mais l'écrivain reste très en colère contre les Européens qui ont laissé faire ces atrocités surtout vis-à-vis des civils (90% des tués) et au final il y a eu 300 000 morts sur 4 ans.





Il avoue que malheureusement il est né dans un pays très spécial (la Yougoslavie = slaves du sud, imaginé ici en France et mort en 1991). Tout ce qui était beau en Yougoslavie (cohabitation de plusieurs religions), beaucoup de rêves qu'on pouvait avoir dans ce pays, tout cela est devenu un cauchemar. *Je reste en colère car l'Europe a laissé faire et n'a pas aidé ce peuple. 9 morts sur 10 en Bosnie étaient des civils. Tout le monde a participé à la guerre (dans les pays démocratiques on parle de non-assistance à personnes en danger) et il y a eu 300 000 morts durant 4 ans.*

Il dénonce 3 niveaux de destructions en ex-Yougoslavie :

1. Génocide (le massacre de Srebrenica)
2. Mémoricide (visant à effacer les traces d'un peuple et de sa culture comme par exemple détruire une mosquée pour y installer un parking)
3. Urbicide (pour désigner le meurtre rituel des villes, selon les mots de l'ancien maire de Belgrade).

Selon la modératrice, Marie-Jo Ernewein, lire des romans peut paraître inutile mais quand on lit on apprend à comprendre le monde, les gens.

Dans son *Manuel d'exil ou comment réussir son exil en 35 leçons*, Velibor Čolić, exprime son amertume face aux présidents qui parlent facilement d'intégration, d'assimilation pour des réfugiés alors que ces derniers ont davantage besoin de retrouver les sentiments mais à quel prix ! *J'ai renoncé à ma langue maternelle*, confie-t-il. Il a quitté son pays en tant que déserteur et parle de ce terrible voyage de Bosnie vers la France en traversant tous ces pays. Il revient sur le mot « illettré » qu'on a utilisé à son encontre et le sentiment d'être pris pour un « con ». Dès son arrivée sur le sol français, Velibor Čolić disait que son projet professionnel était d'obtenir le « Goncourt »... Quelques temps après, l'éditeur Gallimard a reconnu son travail d'écrivain.

Depuis qu'il est en France, Velibor Čolić passe beaucoup de temps dans différents lycées auprès des jeunes. Il témoigne que tout cela est l'histoire de l'homme. L'identité de chacun doit être respectée.

Question de Mme Ernewein : connaître plusieurs langues est-ce que c'est un chemin vers la paix ou une cause de divisions ?

Réponse : parfois magnifique, car c'est reconnaître plusieurs littératures.

Message du président des Amis du jumelage Saint-Germain-en-Laye / Winchester (USA) : son père était un exilé d'origine yougoslave et a vécu dans un camp de prisonnier en Allemagne. Puis la France l'a accueilli, ce qui lui a permis de vivre en paix en France. Son fils ici présent participe au projet CitiPart et la thématique de la paix l'a particulièrement touché car il a eu la chance de naître en France et pas en Bosnie, qui aurait fait de lui un soldat tout comme ce fut le cas de l'écrivain Velibor Čolić.



Intervention de Velibor Čolić : d'origine croate mais dans l'armée bosniaque, qu'il a déserté, il est le dernier à avoir un passeport yougoslave.

Regina Lecointe conclut le débat très intéressant qui a suivi la conférence organisée dans la salle multimédia de la mairie de Saint-Germain-en-Laye. Elle invite également les élèves du lycée Saint-Erembert à contacter l'écrivain Velibor Čolić pour une prochaine visite dans leur établissement. Puis elle passe la parole à René Prioux, qui apporte ses dernières impressions au débat.

Conclusion par René Prioux

Le mot *miracle* est l'emblème de cette soirée. Les miracles proviennent des hommes. Ce soir, nous avons parlé de plusieurs hommes qui ont apporté des miracles. La fille de René Prioux lui inspire un mot de la fin car devant certaines réalisations comme les polders aux Pays-Bas, elle a dit « Je crois en l'homme ».

Partenaires financiers du projet



*Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne.
Cette publication reflète uniquement les opinions de l'auteur, et la Commission ne peut être tenue pour responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.*



Yvelines
Le Département



Centre européen
Robert Schuman
Maison de l'Europe
Scy-Chazelles



Europe
House
Dubrovnik

